

BULLETIN D'INFORMATION SOUS CLUSTER PROTECTION DE L'ENFANCE RDC (GTPE)

Juin - Juillet 2021

GTPE National

De janvier à juillet 2021 les partenaires du Sous Cluster Protection de l'Enfance en RDC ont atteint **320.000 personnes**, dont 247.000 enfants et 72.000 adultes.



Personnes atteintes

Besoin : 4.2M

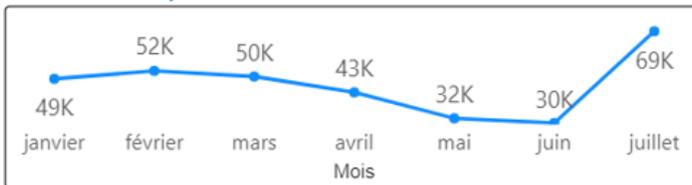
Cible : 703.6K



320K

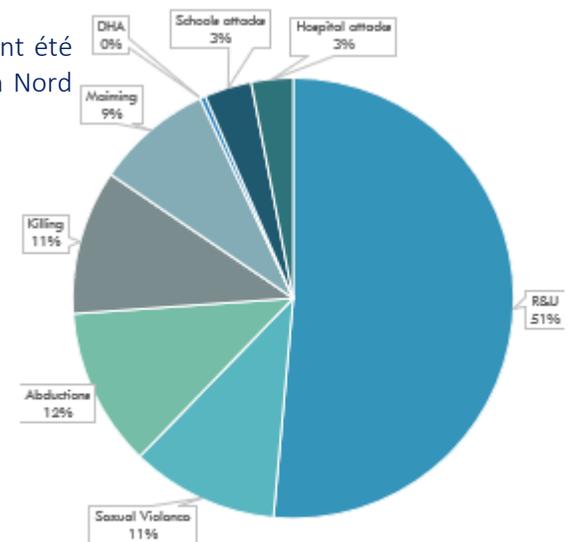
● Non atteint ● Atteint

Personnes atteintes par mois



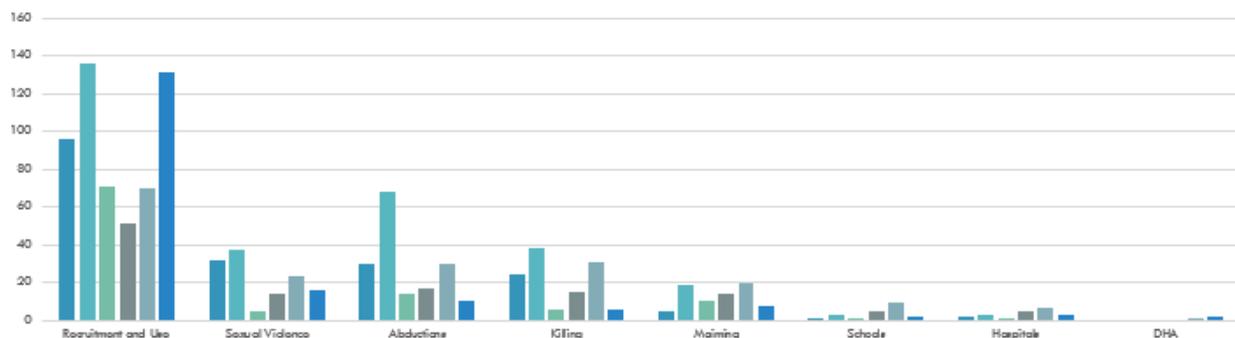
Tendances MRM du deuxième trimestre 2021 :

Entre avril et juin 2021, 490 violations graves des droits des enfants ont été vérifiées. La plupart de violations ont été commises et enregistrées en Nord Kivu (186), Ituri (122), Sud Kivu (84) :



■ R&U ■ Sexual Violence ■ Abductions ■ IGling
■ Maiming ■ DHA ■ School attacks ■ Hospital attacks

■ January ■ February ■ March ■ April ■ May ■ June



Questions transversales

Afin de renforcer la prise en compte des enfants handicapés lors des réponses humanitaires de protection de l'enfance, les membres du GTPE ont participé à une formation sur les concepts clés et ont défini la stratégie de révision des documents clés du GTPE, visant à une meilleure prise en compte du handicap. ([Cfr. Ressources inclusion handicap](#)). Par la suite, une présentation en ligne a été organisée, sur la prise en compte des aspects d'inclusion du handicap dans les activités de protection de l'enfance (et d'éducation) en préparation de l'élaboration du HNO/HRP 2022. ([Cfr. Ressources inclusion dans HPC](#)). L'accompagnement de Handicap International au GTPE continue pour la prise en compte des aspects d'inclusion du handicap dans la planification humanitaire 2022.



En début juin les membres du GTPE de Kinshasa en collaboration avec Save the Children, la Division Urbaine des Affaires Sociales (DUAS) de Kinshasa et la DISPE se sont réunis pour la révision et validation [des fiches de gestion de cas de protection de l'enfance](#).

GTPE Provinciaux

❖ Ituri

La situation sécuritaire et humanitaire reste très fragile et préoccupante en territoire d'Irumu et de Djugu avec notamment une recrudescence de violence dans les localités de Boga, Tchabi, Nyakabale, Kanyamusu, Nyarwina et Kyamujanju, dans l'axe Komanda-Luna et un taux élevé de violations, inclus des violations graves, des droits des enfants. Chiffres clés de juin et juillet :

Juin

- **306 ENA** identifiés dont 285 réunifiés
- **5 EAFGA** identifiés et réinsérés
- **43 Enfants victimes de violence** pris en charge
- **26 allégations de violations graves (MRM)**, dont 15 meurtres/mutilations, 5 enlèvements, 4 attaques contre les écoles, 2 viols/violences sexuelles

Juillet

- **214 ENA** identifiés, dont 122 réunifiés
- **37 EAFGA** réunifiés
- **90 Enfants victimes de violence** pris en charge
- **38 allégations de violations graves (MRM)**, dont 15 meurtre/mutilation, 11 enlèvements, 8 attaques contre (5) écoles et (3) hôpitaux, 4 viols/violences sexuelles

En début juillet une évaluation rapide de besoins de protection a été réalisée dans les **ZS Komanda et ZS Lolwa**: 30 ENA identifiés (à vérifier), exposition des enfants au travail et exploitation, risques VSBG et violence physique, détention, détresse psychologique, accès aux services de base limité ([Cfr. Rapport d'ERM ZS de Komanda, Territoire d'Irumu, et ZS de Lolwa, Territoire de Mambasa](#))

Un atelier sur la **localisation** a été organisé au sein du GTPE Ituri sur l'utilisation du cadre de compétences pour la coordination, dans le renforcement des capacités des acteurs locaux de la coordination de protection de l'enfance. ([Cfr. Rapport restitution](#))



Plaidoyer/Gaps :

- Mise à jour sur la situation PE nécessaire dans les ZS de Boga, Tchabi, Bukiringi et Biakato et Fataki
- Besoin de renforcer la prise en charge transitoire des ENA dans les FAS à Mambasa et les programmes de réinsertions socio-économique des EAFGA dans la ZS de Jiba
- Faible positionnement des acteurs de PE dans la ZS de Boga, Mugwalu, Kampala, Angumu, Drdodro, Axe-Komanda Luna, Fataki/Djaiba, territoire Aru

Etat de siège en Ituri et Nord Kivu

Alertes de violations commises par les Forces Étatiques/FARDC dans le cadre de l'État de Siège : VBG/viol, utilisation des enfants au niveau des barrières, violence à l'encontre des enfants (Djugu et Mahagi).

Alertes sur la difficulté de prise en charge judiciaire des enfants depuis le début de l'état de siège (Beni et Goma)

Une lettre du Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants au Chef de l'Etat Majeur Général a été produite dans le cadre du GTTC.

Plaidoyer :

- Assurer le **suivi des dossiers judiciaires des enfants**, afin de faciliter leur libération (auprès des autorités judiciaires)
- Assurer l'**accès sûr et sans restriction des acteurs humanitaires aux enfants et à leurs familles** et garantir un accès sûr et continu à tous les services essentiels pour les enfants
- Garantir le **respect du DIH, des droits de l'homme** par les FARDC et les forces de police ainsi que les groupes armés
- Rappel aux **obligations en matière de prévention et protection contre les violations graves des droits des enfants** et le respect des **Principes et Engagement de Paris**

❖ Nord Kivu

Au mois de juillet :

- **139 ENA** identifiés et pris en charge
- **86 ES** identifiés
- **355 EAFGA** identifiés (besoin de PEC)
- **33 cas de VBG** identifiés et pris en charge

Grand Nord

La situation reste marquée par les attaques à répétition des ADF en zone frontalière avec l'Ituri et en ville de Beni. Depuis la déclaration de l'Etat de Siège, le Grand Nord a vu une diminution des cas de recrutement et une augmentation des sortis d'EAFGA. La totalité des ESFGA dans cette zone du Nord Kivu ont pu être pris en charge par les acteurs PE sur place. Cependant un plus grand nombre de violations MRM dans le Grand Nord est signalé depuis les mois précédents.

Une **évaluation de la situation des enfants handicapés** réalisée dans la ZS de Beni. Selon les résultats de l'enquête : les enfants handicapés sont souvent mis à l'abri des regards extérieurs, parfois laissés à eux-mêmes des longues heures dans des milieux isolés dans leurs familles. Ils sont souvent victimes de VBG (66%) et souvent ils n'ont pas accès à l'éducation (89%), aux services de santé (84%), au sport et au loisir (83%).

(Cfr. Rapport de l'évaluation rapide de la situation de protection des enfants handicapés dans la ZS de Beni)

Eruption volcan Nyiragongo

Suite à l'éruption du volcan en fin mai et au déplacement de population nombreux cas de séparations familiales se sont produits :

- **1777 ENA** identifiés, dont **1712 réunifiés**
 - **18 ENA en FAT, 4 ENA en FAS et 43 ENA en centre d'accueil**
- Les acteurs de protection de l'enfance travaillent en étroite collaboration et coordination dans le cadre de l'identification, assistance et réunification des ENA. En particulier, un système de vérification des alertes de séparation et des données est mise en place avec les acteurs clés pour garantir un suivi efficace de la situation des enfants. Les [Procédures Opérationnelles Standards](#) concernant le processus IDTR ont été élaborées et diffusées.

5 Centres d'accueil, 90 FAT et 10 FAS ont permis d'assurer la prise en charge des ENA. Les centres d'accueil et FAT ont été appuyés en nourriture et en NFI, mais également à travers des formations sur la mitigation des risques VBG et sur le PSEA.

Des évaluations protection de l'enfance ont eu lieu dans l'ensemble des zones concernées par les déplacements suite à l'éruption volcanique ; incluant Bukavu, Minova, Sake et Ruthuru.

Dans le cadre des mouvements des retours, des mécanismes de prévention de la séparation familiale mais aussi de violences contre les enfants sont mis en place (diffusion des messages aux radios et autorités, déploiement des assistants sociaux).



BULLETIN D'INFORMATION SOUS CLUSTER PROTECTION DE L'ENFANCE RDC (GTPE)

Juin - Juillet 2021

Rutshuru

Tendance de sortie des enfants des groupes armés, mais également des risques accrus de violence et violations de droits des enfants. La zone de santé de Kibirizi reste la plus concernée par les sortis de GA suivi de la zone de santé de Rutshuru, Binza et Birambizo.

En juillet : **81 allégations de violations graves (MRM)**, dont 45 recrutement/utilisation, 26 enlèvements, 10 cas de viol/violences sexuelles.

Masisi

Détérioration de la situation de protection dans les villages environnant Kitshanga et l'impact de l'état de siège (manque d'accès à certains axes, manque de prise en charge des EAFGA) sur la protection des enfants. Dans le sud de Masisi, les structures de prise en charge transitoire sont insuffisantes pour subvenir aux besoins spécifiques des enfants en situation d'urgence humanitaire.

Walikale

Une certaine confusion est observée après que l'Etat de siège ait été décrété. Certains GA se disent prêts pour se rendre conformément à l'appel du Chef de l'Etat dans la Province du Nord Kivu et de l'Ituri et d'autres renforcent leurs rangs. On assiste à des mouvements des populations des certaines localités vers d'autres, l'impact des conflits dans le Masisi et le déplacement de la population vers Walikale (violations de droits des enfants et sortie des EAFGA).

Plaidoyer/gaps :

- Manque d'acteurs de protection de l'enfance dans la zone de Mpati-Bibwe (Masisi)
- Plaider auprès du 3411ème Rgt pour que éléments FARDC quittent les écoles qu'ils occupent pendant les opérations à Masisi (Kitshanga)
- Besoins de renforcement en processus IDTR, et des Structures d'Encadrement Transitoire (SET) dans Walikale

❖ Sud Kivu

Le contexte sécuritaire, humanitaire et de protection des enfants dans les Territoire Fizi, Uvira, Mwenga et Kalehe reste inquiétante caractérisée par une détérioration rapide de la situation sécuritaire surtout dans les Hauts Plateaux d'Uvira, Itombwe, et Minembwe. Les territoires de Shabunda, Kalehe et Walungu, continuent à subir une activité accrue des groupes armés qui entraîne des mouvements des populations dans les territoires de Kabambare et Shabunda, ainsi que des violations des droits des enfants.

- 211 ENA identifiés
- 369 EAFGA ont été identifiés (à vérifier)
- 136 Enfants victimes de violence identifiés
- 85 allégations de violations graves (MRM), affectant 301 enfants, 71 recrutement/utilisations, 13 viol/violences sexuelles, 1 enlèvement

Gaps :

- Absence des programmes de réinsertion socio-économique des filles survivantes des viols et violences, autres enfants vulnérables
- Absence des services des affaires sociales dans certaines zones à conflits (Mikenge, Bijombo, Lemera-Uvira, Hauts plateaux de Kalehe à Nundu)
- Réduction sensible des acteurs humanitaires dans les milieux à la suite de la psychose créée par les affrontements dans certaines communautés (Mikenge, Bijombo, Minembwe)
- Absence d'acteurs avec fonds dans certaines zones à conflits dont Mikenge, Shabunda (ZS de Mulungu et Lulingu), Hauts Plateaux de Kalehe (Makuta, Mushunguti/Katasomwa, Chigoma et Ramba).

Juin - Juillet 2021

❖ Maniema

La situation de protection des enfants dans les Territoire Kabambare et de Kasongo reste préoccupante par l'activisme des différentes groupes armés dans les ZS de Salamabila, Lusangi et Kunda, en particulier sur l'axe WAMAZA - LUSANGI – KIBANGULA et LUSANGI - MOMBESSE – KABAMBARE dans la cité de LUSANGI et les villages le long des routes. A Punia, depuis la fermeture des écoles suite à la pandémie de COVID-19, les acteurs PE signalent une augmentation de cas de viol des enfants et de cas de grossesse précoce. Une forte présence d'enfants dans les mines est signalée à Salamabila Centre (86 identifiés), Bikenge (124 identifiées), et Punia (276 identifiés).

En juin et juillet :

- 41 ENA identifiés
- 89 EAFGA identifiés
- 183 enfants victimes de violence identifiés
- 3 allégations de violations graves (MRM), soit 3 cas de viol/violence sexuelle

Gaps :

- Absence des programmes spécifiques de réinsertion socio-économique des filles survivantes des viols et violences
- Manque de prise en compte de l'aspect COVID19 et son impact sur les enfants et surtout les jeunes filles
- Faible présence d'acteurs avec une réponse dans la province

❖ Tanganyika :

La situation de la protection de l'enfant dans la province reste préoccupante dans le territoire de Nyunzu et dans la partie Nord de Kalemie (groupements Maila, Lambo Katenga, Lambo Kilela et Mololwa), avec un taux élevé de cas de violence sexuelle et viol : 28 cas de viols ont été rapportés par les communautés de Nyunzu pour les 3 derniers mois, dont 4 sur des enfants.

En juin le GTPE de Kalemie a réalisé une évaluation de la situation de protection de l'enfance dans la ZS de Nyemba en territoire de Kalemie :

- 112 ENA identifiés
- 132 EAFGA
- 48 Enfants victimes de violences sexuelles

(Cfr. ERPE dans la Zone de santé de Nyemba, aires de santé de Mahila et Lambo Katenga axe Bendera Territoire de Kalemie, Tanganyika)

Besoins urgents :

- Besoin urgent de prise en charge et documentation des enfants affectés par les conflits à Kalemie (axe nord), Kongolo et Nyunzu (axe nord).
- Evaluation de la situation des enfants déplacés dans les villages de RUGO, KAMANGO et MUTO
- Sensibilisation sur l'éducation au risque des mines dans le territoire de Moba

Triangle Sud Kivu – Maniema – Tanganyika

Le triangle entre les trois provinces du Sud Kivu, Maniema et Tanganyika reste affecté par les activités des groupes armés et les conséquents mouvements de population. Le Cluster Protection a réalisé une évaluation de la situation

Une évaluation a été réalisée par le ICR dans le territoire de Kongolo au mois de juillet :

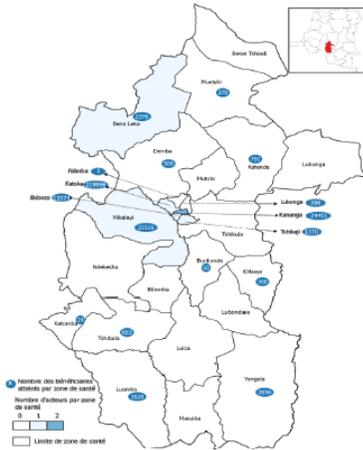
- 240 allégations de viols dont 48 sur des filles adolescentes ont été rapportés entre Aout 2020 et Juin 2021
- 12 filles adolescentes enlevées sur un total de 160 personnes
- 243 ENA, accueillis dans la zone de Santé Kongolo et Mbulula parmi lesquels 99 enfants dans la zone de santé de Mbulula ont été réunifiés avec leurs familles *(Cfr. Rapport de la mission intercluster en territoire de Kongolo)*

Gaps :

- Insuffisance des activités de réponse de protection pour répondre aux besoins urgents des enfants.

Juin - Juillet 2021

❖ Kasai(s) :



Dans les territoires de Luebo et Kamonia, plusieurs enlèvements et tentatives d'enlèvements, visant particulièrement des filles, ont été enregistrés depuis le début de l'année 2021. Les cas documentés dans le secteur de Luebo-Lulengele (territoire de Luebo) et dans la bande frontalière, notamment à Kamako et ses environs. Possible existence des réseaux de trafic d'enfants de la RDC vers l'Angola.

(Cfr. Note WC UK-UNHCR)

Suite aux affrontements dans les ZS de Bena Leka (territoire de Demba, Kasai Central) et la ZS de Kakenge (territoire de Mweka, Kasai) une centaine d'enfants non accompagnés auraient été identifiés à Kakenge, Bakua-Mbuyi et Bena Milombe. Ainsi, environ 2 900 enfants déplacés n'ont plus accès à l'école (12 écoles actuellement fermées) et sont exposés davantage aux risques de protection.

Besoins urgents :

- Gestion de cas des survivants de violences sexuelles
- Prise en charge et réunification familiale des ENA dans la bande frontalière et dans les zones affectées par les conflits communautaires : Demba/ Kasai central et Mweka, Kakenge/ Kasai

Prochaines étapes

- Lancement officiel en RDC des *Standards Minimum pour la Protection de l'Enfance dans l'Action Humanitaire (SMPE)* révisés en 2019
- Lancement du processus de planification humanitaire 2022 (HPC)
- Atelier sur l'inclusion du handicap dans le HNO et HRP 2022 (en collaboration avec HI et le Cluster Education)
- Publication de la revue de données secondaires (SDR) sur l'impact du COVID19 et des conflits sur la protection de l'enfance et l'éducation en RDC

*Ici les principaux utilisés dans ce bulletin : [Acronymes et définitions](#)

Pour plus d'information, contacter :
roberta.gadler@savethechildren.org, 0828300611